

En conférence à l'Endss : La Goana va conduire à une révolte paysanne, prédit Jacques Faye

19-05-2008



En prélevant 1 000 ha de terre dans chaque communauté rurale, la Goana risque de spolier les paysans. Ces derniers, selon Jacques Faye, ancien directeur de l'Institut sénégalais de recherche agricole (Isra), ne vont pas se laisser faire. La révolte couve alors dans le monde rural.

La conférence publique, organisée ce week-end par le Club Emergence citoyenne, du mouvement Tekki à l'École nationale de développement social et sanitaire (Endess), lui a servi de tribune. Et son réquisitoire contre la Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance (Goana), lancée par le chef de l'Etat, n'a pas été tendre. Jacques Faye, ancien directeur de l'Institut sénégalais de recherche agricole (Isra), co-animateur de la rencontre avec Mamadou Dansokho, professeur d'Economie à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad), dit à qui veut l'entendre que le modèle, tel qu'il est proposé par Me Abdoulaye Wade, est parti pour être un fiasco. Le chercheur a voulu aller plus loin que ce qu'il a déjà dit sur la question. Raison pour laquelle il a axé son intervention autour du «modèle de développement que nos dirigeants nous proposent».

Selon Jacques Faye, ce modèle signifie que «nos paysans sont archaïques, rudimentaires et incapables de moderniser l'agriculture, d'améliorer leur productivité, d'être compétitifs. Alors, on va transférer des gens, qui ont des ressources financières, des villes vers les campagnes pour qu'ils deviennent des entrepreneurs agricoles. C'est ça, fondamentalement, le plan Goana». Mieux, on va prendre les terres des paysans, car «le Président a envoyé une lettre circulaire à tous les sous-préfets leur demandant de dire à chaque Président de communauté rurale de dégager mille hectares de terres pour ceux qui vont aller produire des céréales».

Après un bref calcul, Jacques Faye se demande où l'on va prendre 350 mille hectares de terres dans ce pays. D'où son inquiétude pour les paysans sénégalais qui constituent la grande majorité de la population du pays. «Ceux qui mettent actuellement en valeur ces terres, ils vont faire quoi ? Où est-ce qu'on va les mettre», se demande-t-il avant de se convaincre que «ça ne peut pas marcher, car c'est un modèle d'exclusion». Et si l'on n'y prend garde, cela peut conduire à une révolution, parce que «ces 9 millions d'agriculteurs à qui on prend les terres ne vont pas se laisser faire, ils vont se révolter», fatigués déjà de ne pas disposer suffisamment d'infrastructures sociales de base telles des points d'eau, des postes de santé fonctionnels et des écoles. «Est-ce qu'on va continuer à les traiter comme des citoyens de seconde catégorie», se demande le conférencier, qui se fait l'avocat du monde rural. «L'urgence de la question», selon lui, interpelle les élites intellectuelles et politiques qu'il invite, d'ailleurs, à imaginer «un modèle d'inclusion, c'est-à-dire qui ne laisse personne au bord de la route».

Pour convaincre de la solidité de sa thèse, selon laquelle la Goana sera un échec, Jacques Faye donne rendez-vous dans trois mois, après la fin de l'hivernage. «On leur demandera si la Goana a réussi ou pas», ironise-t-il. L'ancien directeur de l'Isra souligne que «produire n'est pas la priorité, mais qui est en face et qui est capable d'acheter ce que les paysans produisent», convaincu qu'il est, qu'«il faut des consommateurs avec un pouvoir d'achat suffisant pour payer les récoltes à un prix intéressant pour les paysans». En clair, il ne sert à rien d'initier des programmes agricoles si on ne développe pas l'économie nationale et ne crée pas d'emploi. Jacques Faye prévient, à ce propos, qu'une autre crise est là, beaucoup plus profonde. Il s'agit de l'emploi des jeunes. «Nous avons chaque année à peu près 200 000 jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi. En face, il y a à peu près 20 000 emplois créés par le secteur formel, privé et public. Donc, il y a 180 000 individus qu'on laisse en rade. Et en 2050, ils seront 400 000». Il faut donc une bonne politique de création d'emploi.

Autre vérité de l'ancien patron de l'Isra, l'ère des aliments bon marché comme le riz brisé pour les Africains, est terminée. Car, aussi bien la Chine que le Brésil pensent, désormais, à produire de l'agrocarburant qu'ils vendent aux pays occidentaux, l'Afrique n'étant plus solvable à leurs yeux. Ainsi, le prix du riz risque de connaître une énième flambée au Sénégal et «même si le prix se stabilise, ce sera à un niveau très très élevé». A qui la faute ? Aux hommes politiques «qui n'appréhendent pas correctement les difficultés qui sont en face de nous» et «qui nous disent qu'ils ne sont responsables de rien». Analysant tous les plans de développement socio-économique, depuis Mamadou Dia jusqu'à nos jours, qui avaient tous comme première priorité, l'autosuffisance alimentaire, Jacques Faye les balaie tous d'un argumentaire écrasant. Malheureusement, indique-t-il, «nos dirigeants ont préféré nourrir les populations urbaines avec des aliments bon marché importés et n'ont jamais voulu produire ce que nous consommons, alors que cette option n'est plus possible».

Par Simon FAYE
Le Quotidien